



C'est une
bonne guerre
qu'il nous faut

Michel Weber

**Pourquoi
la croissance ?**

P.M.O.

Bernard Legros

**L'antiproductivisme
comme condition
de la paix**

Mais Où Comment

juillet 2013

Prix
indicatif

2 €

Emploi, industrie, redressement productif et moral C'est une bonne guerre qu'il nous faut

(ndlr) Texte¹ écrit à l'occasion de : « à l'appel de la Fédération européenne de l'industrie et de la CGT, nous manifesterons le 9 octobre 2012 pour l'industrie, pour l'emploi et pour des mesures de relance exceptionnelles à Lyon à 11h place Jean Macé - comme à Paris, Bordeaux, Marseille, Epinal, Rennes, Toulouse ».

La France et l'Europe traversent une crise sociale et économique sans précédent. Chômage de masse, précarité, dette publique, écroulement des services publics, désindustrialisation : si rien n'est fait, c'est tout notre modèle de développement qui s'écroulera, repoussant pour longtemps la perspective d'un retour durable de la croissance. Pourtant on connaît la voie à suivre : « un emploi dans l'industrie génère 3 à 5 emplois dans les services et la sous-traitance qui permettent, par la consommation des salariés, d'alimenter l'économie, donc le développement industriel et l'emploi » (CGT Isère). Pour que l'homme soit véritablement au service

de l'économie, il faut des mesures de relance industrielle à la hauteur de la crise actuelle.

Nous devons tirer les leçons de l'Histoire. Il y a un siècle, l'économie française a connu un formidable bond en avant, son industrie une véritable révolution. Voyez l'essor de la région grenobloise dans les années 1915-1916 : aménagements hydroélectriques, boum dans la construction mécanique, floraison des sites électro-chimiques. Matériel électrique, explosifs, coton nitré, papier à cartouche, obus, chlore et phosgène comme gaz de combat, magnésium pour l'artillerie. Que seraient devenus la métallurgie de Bouchayer et Viallet, le chimiste Progil, les usines Bergès, les pâtes Lustucru, les biscuits Brun sans la Première guerre mondiale ? Les statistiques sont formelles : « En 1914, Grenoble compte 15 000 : ouvriers ; en 1931, le nombre aura plus que doublé : 31 000. La guerre aura eu un effet stimulant. »¹.

Toulouse, autre technopole aujourd'hui à la pointe de l'innovation, a connu le même phénomène : l'effort de guerre « a suscité la création de toutes pièces de puissants complexes industriels »², dont les fleurons actuels de l'aéronautique ou de la chimie sont les descendants directs.

Même stimulation bienfaisante pour l'innovation, l'industrie nationale et l'emploi en 1939-45. À Grenoble, les laboratoires - ferromagnétisme, aérodynamique, hautes fréquences, électrostatique, etc - servent le complexe militaro-industriel pour le profit des salariés. Ne l'oublions jamais : c'est grâce à la collaboration des chercheurs avec l'armée, dans les années 1940, que la capitale des Alpes est aujourd'hui la Silicon Valley française, et offre à des milliers d'ingénieurs, techniciens, cadres, opérateurs de salle blanche, un emploi et un avenir. Six années de conflit pour Trente Glorieuses.

Tandis que notre croissance agonise, il faut rappeler cette vérité : l'économie et la guerre ne sont que la poursuite incessante, infinie et réciproque de l'une par l'autre.

C'est pourquoi nous lançons aujourd'hui un appel solennel aux forces vives, aux progressistes, au mouvement social. Pour nos emplois et ceux de nos enfants, pour

¹ cf. *50 millions de Grenoblois*. Claude Glayman. Préface de Pierre Mendès-France. 1967. Ed. R. Laffont

² *Les conséquences économiques et sociales de la Première guerre mondiale à Toulouse (1912-1922)*, Anne Alonzo, 2009, Ecole des Chartes.

¹ http://www.piecesetmaindoeuvre.com/IMG/pdf/Une_bonne_guerre.pdf

la réindustrialisation de la France, pour son redressement productif et moral, c'est une guerre qu'il nous faut.

Le « redressement productif » ne suffira pas - pas plus que le New Deal en son temps. Rappelons que le programme du président Roosevelt dans les années 1930 fut un échec économique. Malgré l'interventionnisme de l'Etat (grands travaux, contrôle des banques, subvention de l'agriculture, soutien aux syndicats et aux mouvements de consommateurs, protection sociale), 17 % de la population active américaine pointait au chômage en 1939.¹ « *La production industrielle ne repartira qu'en 1940. Au moment où les Etats-Unis se réarmeront pour préparer leur entrée en guerre.* » (*L'Usine nouvelle*, 2012)

Voyons les choses en face. Au sein de l'Union européenne, l'Allemagne méprise la solidarité entre membres, favorisant ses intérêts nationaux contre les autres pays. La Grèce est à genoux, l'Espagne, le Portugal et l'Italie au bord du gouffre, et l'impérialisme allemand impose sa politique d'austérité qui nous conduit à la catastrophe. Jusqu'à quand subirons-nous ce diktat ?

De son côté, la Chine nous inflige un dumping social insupportable, bafouant les droits des travailleurs comme ceux de la propriété industrielle et de la concurrence. Délocalisations, contrefaçon, exploitation : allons-nous tolérer davantage les abus sans limite des Chinois ?

Contre la Chine, avec nos alliés de l'OTAN, ou contre l'Allemagne, avec la Grèce, un conflit est envisageable. Ce ne sont ni les motifs, ni les occasions qui manquent. Songez aux retombées économiques ! La tentative du président Obama de renouveler l'expérience du New Deal - rebaptisée Green New Deal pour intégrer les nouvelles contraintes environnementales - est vouée à l'échec. Les énergies renouvelables, l'isolation des bâtiments, les biocarburants, la voiture électrique, s'ils permettront la création certaine d'emplois, ne fourniront pas l'électrochoc nécessaire à l'économie. Comme en 1939-45, seul l'effort de guerre relancera l'industrie. Avec Mélenchon pour le Rafale, avec Montebourg pour le patriotisme économique, soutenons la seule relance véritable !

¹ André Kaspi, *Franklin Roosevelt*, Fayard, 1988.

Grenoble, dont les « nombreux laboratoires, centres de recherches et universités [...] constituent une source inépuisable d'innovations dans laquelle la Direction Générale pour l'Armement pioche régulièrement »¹, serait à la pointe de la mobilisation, avec des milliers d'emplois à la clé.

Chez Thales, soumis aux menaces de fermetures, on retrouverait le bénéfice d'être « *leader mondial des hautes technologies sur les marchés de l'aéronautique, de l'espace, de la défense, des transports et de la sécurité* » : un conflit offrirait des débouchés à nos armements de pointe. Imaginez les performances de Scorpion, le programme de numérisation du théâtre d'opérations que le groupe pilote pour l'armée française ! Sans oublier ses systèmes d'identification biométrique, de cryptage de données, de contrôle d'accès *made in France*. Nos fleurons *high-tech* donneraient leur pleine mesure. STMicroelectronics, le CEA et les start-up de micro et nanoélectronique équipent déjà nos troupes (programme Félin - Fantassin à équipements et liaisons intégrés) et les systèmes de communication et de traçabilité (RFID, capteurs, poussières intelligentes) ; Memscap fournit les meilleurs capteurs de pression à l'Eurofighter et au Super Puma 1, et des Mems pour le guidage des armes ; les détecteurs infrarouges de Sofradir, qui équipent l'armée française, ne manqueraient pas d'être déployés, de même que les biopuces d'Apibio pour détecter les attaques bactériologiques. Qu'on songe aux salariés de Rio Tinto, en Maurienne, d'Ascométal au Cheylas, et à toute la filière aluminium, à qui un cycle guerre/reconstruction redonnerait l'espoir d'un véritable redressement productif.

Pensez aux chantiers par dizaines ! Une aubaine pour les salariés du BTP et de Caterpillar, aujourd'hui menacés. Enfin le renouvellement urbain ! Une vraie chance de reconstruire la ville sur la ruine, de bâtir des *smart cities* avec des éco-quartiers connectés et intelligents, de moderniser les réseaux de transports et d'énergie, de remplacer les compteurs électriques par des Linky ! de donner un nouvel élan au programme nucléaire français (surgénérateurs, ITER), de propulser la ville globale dans le XXIe siècle !

Quant à nos soldats et aux civils touchés par la guerre, nos neurotechnologues les prendront en charge. Les mutilés testeront les nouvelles interfaces homme-

¹ *Le Daubé* 3/04/01.

machine et les exosquelettes mis au point à Clinattec, notre clinique du cerveau unique au monde. Leurs souffrances permettront les progrès de la bionique. Clinattec pourra tester ses implants neuro-électroniques contre la dépression et les troubles de l'humeur à grande échelle : quelle meilleure image pour nos savoir-faire locaux, dans le monde entier !

Chacun doit se convaincre que l'économie n'est pas faite pour l'homme, mais l'homme pour l'économie, et se demander ce qu'il peut faire pour celle-ci. Nous invitons tous ceux qui croient au redressement productif de la France à se joindre à la manifestation du 9 octobre, à signer et à diffuser cet appel.

Premiers signataires

Les Amis de l'Égalité (Blois - lesamisdelegalite.org)

Les Bas-Côtés (cantine-librairie - lesbascotes.blogspot.fr)

Hors-Sol (Lille- hors-sol.herbesfolles.org)

Libellud (Libertaires et Luddites de Grenoble)

Le Mouvement des Objecteurs de Croissance (les-oc.info)

Pièces et main d'œuvre (atelier de bricolage pour la construction d'un esprit critique
- piecesetmaindoeuvre.com)

Pourquoi la croissance ?

« La guerre est le père de toutes choses. » (Héraclite, Fragment 53)

Dans un article récent je posais la question « Pourquoi la décroissance ? »¹. La réponse était simple : il s'agit d'une posture politique répondant à un problème politique – pas d'une réponse économique à un problème économique ou d'une solution à la crise sociale, financière, énergétique, démographique, écologique, climatique, géostratégique, culturelle, ... Le capitalisme en tant qu'idéologie-pilote de la technoscience est nécessairement totalitaire. C'est donc lui qu'il faut abattre avant tout.

Afin de préciser l'argument, il est bon d'inverser les flux et de se poser complémentaiement la question « Pourquoi la croissance ? ». Nombreux sont les auteurs qui se sont penchés sur l'idéologie de la croissance mais on cherche en vain la démonstration qui susciterait l'assentiment définitif des lecteurs les moins réceptifs. Ici aussi, on peut convaincre ceux qui en fait le sont déjà mais on ne persuade pas ceux qui devraient l'être de tout urgence.

¹ M. Weber, « Pourquoi la décroissance ? », La vie est à Nous !, mai 2013.

Je ne proposerai pas ici d'analyser la naissance et l'entretien de l'idéologie du progrès, qui constitue la clef du dogme de la croissance, mais bien de saisir la pragmatique du progrès¹. Le problème devient alors plus facilement circonscriptible : n'est-ce pas à bon droit en effet que l'on peut prétendre qu'une seule et unique dysfonction plombe les démocraties de marché – la surproduction ? C'est elle qui entraîne à la fois le malaise du capitaliste (la baisse des profits suit la diminution des ventes et s'accompagne d'une augmentation des stocks et d'une baisse des prix) et la misère du prolétaire (une augmentation du chômage sectoriel et d'une baisse des salaires sont inévitables). C'est la malédiction absolue qu'il faut conjurer car tous les secteurs risquent bientôt d'être atteints.

La mise en danger du progrès civilisationnel par la surproduction n'est toutefois pas sans parade : ne peut-on pas en effet compter sur l'obsolescence des produits mis sur le marché ? Historiquement, les hausses de productivité ont bel et bien été compensées par l'activation progressive des quatre formes d'obsolescence et de leur pendant publicitaire.

La *réclame* semble émerger vers 1830 et sa particularité est alors de rendre publique la solution industrielle à des besoins qui peuvent prétendre à une certaine réalité (!). On peut soutenir en effet que l'eau et le gaz à tous les étages, une brosse à dent par personne, une gazinière avec four thermostatique ou un aspirateur améliorent sensiblement le niveau de vie.

L'obsolescence qui règne alors est d'abord fonctionnelle : le produit hors d'usage peut, voire doit, être remplacé. Avec la poursuite des innovations, l'obsolescence devient ensuite technique : le produit « périmé » est celui qui peut être remplacé par un équivalent plus efficace ou plus sophistiqué. Une troisième forme d'obsolescence apparaît dès 1924 : l'obsolescence programmée ou désuétude planifiée. Le cartel de Phœbus (1924-1939) est resté dans les annales comme le premier oligopole créé dans le but d'entretenir la demande en viciant simplement la production. Les lampes à incandescence produites par les membres du cartel ne pouvaient plus, sous peine d'amende, avoir une durée de vie supérieure à mille heures. Produire du prêt-à-jeter est la première vraie parade du capitalisme.

¹ Voir à ce propos M. Weber, *De quelle révolution avons-nous besoin ?*, Paris, Éditions Sang de la Terre, 2013.

Lorsque la réclame cède la place, dans les années 1970, à la *pub-marketing*, le marché est déjà saturé et le but de la publicité devient d'avancer les prétendues performances d'une marque par rapport à une autre (une gazinière de marque X plutôt que de marque Y) – non plus par la raison ou l'émotion mais par le désir¹.

Un nouveau seuil est franchi à la fin des années 1980 avec la *communication* multimédia (incluant le « branding ») et la création de besoins existentiels totalement factices. Contrairement à la réclame et, dans une certaine mesure, à la publicité, la communication cherche à s'approprier la vie des individus Et il ne s'agit pas uniquement de la création de besoins purement existentiels (religion de la bagnole, chirurgie esthétique, botox, génie génétique, ...), mais du viol du monde mental de l'individu. Le consommateur se définit plus que jamais par sa consommation *symbolique* : ce sont les logos qui donnent matière et forme à sa vie sociale. On n'achète plus un téléphone de la marque Dring, on *devient* Dring. Pour une fois, Sartre semble avoir anticipé quelque idée applicable.

L'obsolescence est maintenant psychologique : le consommateur ne peut plus s'identifier à des produits démodés – sous peine d'être, lui aussi, déclassé. Dans *Le Festin nu*, Burroughs a trouvé les mots pour dire le nouveau rapport qui s'instaure entre le producteur et le consommateur : le dealer ne vend pas son produit au consommateur, il vend le consommateur à son produit ; il ne cherche pas à améliorer et à simplifier son produit, il avilit et simplifie son client... La came est le produit ultime : nul besoin de boniment pour séduire l'acheteur, qui est prêt à traverser un égout en rampant sur les genoux pour mendier la possibilité d'en acheter². La marchandise doit donc être pensée comme moyen de contrôle idéal. Pour ce faire, elle a été épaulée par la libération du crédit : par définition, en achetant à crédit on consomme ce qu'on ne peut pas se permettre *et* on s'enchaîne à la machine de production dont on attend qu'elle régurgite une partie de la plus-value du travail pour payer les intérêts du prêt.

Le pourquoi de la croissance, c'est donc la possibilité de mettre en œuvre une politique d'obsolescence sous ses formes cardinales. Force est cependant de

¹ En fait, l'injection des présupposés de la psychanalyse freudienne dans la publicité au sens large remonte à Edward Bernays, qui fonde la première firme de « relations publiques » en 1919 et à Walter Lippmann, qui utilise l'expression « engineering of consent » déjà en 1922.

² William Burroughs, *The Naked Lunch* [1959], New York, Grove Press, 1991, p. xxxvii.

constater que l'obsolescence ne parviendrait pas, à elle seule, à rencontrer le défi de la surproduction – qui est énorme et qui demande un moyen bien plus radical, un moyen qui travaillera à la fois en amont et en aval, un moyen qui formatera et le producteur et le consommateur. Ce moyen, c'est la guerre.

Je ne parle pas de la guerre économique que tous les acteurs sont censés se livrer en permanence ; je ne parle pas non plus de la guerre sociale larvée dans laquelle vivent les individus conformes et atomisés (à la Machiavel ou à la Hobbes) ou de la guerre des classes (de Marx et Engels) ; je parle de la guerre en tant que production industrielle capitaliste. On ne trouvera rien de métaphorique ici.

La stricte corrélation qui existe entre capitalisme et guerre a été pressentie entre autres par Karl Marx, Jean Jaurès, Georges Sorel et William James avant d'être analysée par Werner Sombart et Vladimir Lénine, mais surtout par Lewis Mumford (1932) et George Orwell (1949). Du point de vue de ces analyses, justifier la croissance équivaut à légitimer la guerre. On distinguera à leur suite trois types de fonction martiales, étagées selon leur degré d'évidence. Remarquons que chaque degré est directement corrélé à l'importance factuelle de la fonction, la moins évidente étant la plus fondamentale¹.

Primo, les fonctions visibles sont stratégiques et tactiques. Il s'agit bien sûr de la défense nationale, mais cette notion simple est en fait susceptible de subir certains aménagements cosmétiques. S'agit-il de défendre son territoire *stricto sensu* (à la suisse) ou ses intérêts stratégiques (sur le mode us-américain) ? Le premier est clairement défini et la mission des armées de même ; les seconds peuvent porter sur des enjeux très éloignés dans l'espace et dans le temps. Ensuite, l'attaque préventive pour des motifs oiseux ou simplement fictifs est maintenant pratiquée en dehors de tout cadre juridique international – à moins que celui-ci soit manipulable sans efforts. Enfin, depuis 1971, l'attaque délibérée pour des motifs « politiques » peut être baptisée « guerre humanitaire » sans soulever aucun tollé chez les observateurs avertis. La guerre c'est la paix.

¹ J'organise, je complète et j'actualise les éléments d'analyses parfois épars que l'on retrouve également chez des auteurs contemporains comme Noam Chomsky, Jacques Pauwels et Annie Lacroix-Riz.

Secundo, les fonctions liminales nous mettent en présence de trois grands archétypes. Par définition transhistoriques, on les retrouve dans toutes les sociétés et quasiment dans toutes les communautés. La religiosité renvoie au sacrifice tragique du guerrier et aux mythes primitifs ; mourir et donner la mort met en contact avec l'Ultime. La pratique de la guerre est proprement sacramentelle (cf. Eliade). Ensuite, les vertus martiales nous renvoient à un ensemble de valeurs mâles, soi-disant morales, fondatrices de l'État : la discipline de fer, l'intrépidité, le mépris de la douceur et de l'intérêt personnel, l'obéissance aveugle. Enfin, cette abnégation assure la cohérence sociale (cf. Girard) et constitue une réponse efficace à défaut d'être élégante, au danger malthusien (sous forme d'eugénisme de sa population et de génocide de l'adversaire). La liberté, c'est l'esclavage.

Tertio, les fonctions invisibles portent plus directement encore sur les mécanismes de contrôle et de stabilisation de la société capitaliste. Il y a d'abord les fonctions politiques : créer l'unanimité par la distraction et, surtout, préserver les inégalités en exigeant la subordination en face de la menace extérieure, réelle ou imaginaire, immédiate ou annoncée.

Ensuite viennent les fonctions économiques : la guerre permet bien sûr d'assurer l'accès aux matières premières et d'ouvrir de nouveaux marchés si les « partenaires commerciaux » s'avèrent peu sensibles aux arguments purement mercantiles (à la Ricardo)¹. Elle permet aussi d'écouler la surproduction de tout une série de biens et de services qui n'améliorent *pas* le sort des masses : il serait impossible de préserver le *statu quo* social si les investissements portaient sur des biens socialement utiles (soins de santé pour tous, école démocratisée, infrastructures culturelles et sportives accessibles, autonomie énergétique, ...) en lieu et place du socialement inutile. Enfin, il y a le keynésianisme militaire en tant que tel (que Chomsky a baptisé le « Pentagon system ») : en investissant massivement dans la recherche, le développement et la commercialisation de produits militaires, de leurs précurseurs et dérivés, l'État stimule l'innovation technologique, l'emploi et la production industrielle. De plus, il offre des débouchés

¹ Les guerres de l'opium (1839-1842 & 1856-1860) constituent le paradigme de ce genre de pratique. On s'en souvient, la balance des paiements de la Grande-Bretagne et de la Chine était à l'époque chroniquement déficitaire : la Chine était la seule à bénéficier des échanges commerciaux et c'est la guerre qui inversa les rapports de forces. Il est historiquement faux de prétendre que les nations commerçantes ne se font pas la guerre.

sûrs : le gigantesque marché militaire est garanti par l'État et financé par les impôts (payés par les pauvres) et les prêts (bénéficiant aux « marchés financiers »). La réticularité de cette pratique digne de la Russie soviétique (qui, soulignons-le, n'a fait que s'adapter, par la force des choses, au militarisme occidental) est tellement profonde et puissante que sa quantification est virtuellement impossible. Un exemple suffira : en 1955, lorsque Chomsky est titularisé comme professeur de linguistique au MIT (Massachusetts Institute of Technology), l'Institut était financé à 100% par trois corps d'armée. Le lecteur naïf s'étonnera d'abord que des travaux aussi abscons que la grammaire générative et transformationnelle soient entièrement financés par le Pentagone. Il ajoutera peut-être que le MIT était à l'époque le centre principal de résistance du mouvement anti-guerre et que, de fait, Chomsky n'a jamais épargné ses efforts pour dénoncer le militarisme impérial des USA. On admettra en effet que certaines recherches semblent fort éloignées d'une application militaire directe, mais dans le cas de la linguistique, il n'en n'est rien : comprendre la structure fondamentale du langage permettrait en effet de formaliser toutes les langues et donc de créer des logiciels de traduction universelle (et donc panoptiques) ; du reste, la programmation d'ordinateurs complexes, d'automates performants, de drones et de droïdes passe également par la création de nouveaux algorithmes. Que le MIT soit au surplus un nid de contestataires importe peu – à la condition expresse que ces universitaires contribuent par leurs travaux à alimenter la machine militaire et qu'en tant que contestataires leurs voix se noient dans le bruit médiatique. Si d'aventure elle se faisait entendre très brièvement, l'oligarchie s'empresserait d'y voir la preuve de la liberté d'expression qu'elle autorise.

En dernier lieu, on doit épingler les fonctions psychologiques : la militarisation de la vie sociale renforce l'infantilisation en exigeant l'obéissance – et la confiance – aveugles ; la guerre, lorsqu'elle éclate, brise l'ennui de la vie dans une société mécanisée qui ne propose plus aucun sens. Le choc de la réalité est alors vécu comme libérateur. Vivre sur le pied de guerre, c'est vivre vraiment, c'est vivre aux extrêmes¹. Tout ceci ne présage en rien de la fonction dernière de l'entraînement militaire en général et de la guerre en particulier : prédation, agression et violence

¹ « War is the strong life ; it is life in extremis. » (James, « The Moral Equivalent of War », 1910 in *Memories and Studies, Posthumous*, ed. by Henry James, Jr., New York, Longman, Green and Co., 1911, p. 269)

constituent des jouissances primitives (au sens de Lorenz, pas de Lacan). La libération du sadisme des oligarques, qui implique la possibilité d'enlever, de violer, de torturer et d'assassiner en dehors de tout cadre culturel (les mots manquent pour nommer cette logique qui n'est rationnelle qu'au sens pervers) sont l'alpha et l'oméga du fondement guerrier de nos sociétés. L'ignorance, c'est la force.

La discipline militaire et les aventures guerrières constituent l'ossature des sociétés techno-scientifiques. Déjà en 1910, William James insistait longuement sur la nécessité de trouver un « équivalent moral » à la guerre. A la lumière des trois fois trois fonctions relevées ci-dessus, il est plus que douteux que l'on puisse prétendre à une telle révolution dans le cadre des techno-démocraties de marché. L'emprise du capitalisme sur la logique technique au sens général et technologique au sens particulier rend impossible un tel redressement. Remarquons que la politique guerrière reprend la logique du potlatch d'antan mais en la transfigurant : il s'agit certes toujours de préserver le *statu quo* social, mais cette homéostasie n'est plus, comme Mauss l'a montré, au service de la totalité des membres de la communauté, elle se nourrit, d'une part, d'une structure incapacitant 99 pour cent de ses membres et, d'autre part, d'une course en avant vers le totalitarisme capacitant le pour cent restant.

Que conclure ? On savait déjà que sans la contribution des vertus cardinales respectives de l'obsolescence et de la publicité, la religion de la croissance ne posséderait que peu de fidèles. On sait maintenant que seule la guerre offre des perspectives tangibles à la croissance. En amont, elle lui garantit l'accès aux ressources matérielles et intellectuelles ainsi qu'aux financements ; en aval, elle offre la seule solution véritable au problème de la surproduction. Cette conclusion est du reste historiquement irréfutable : d'une part, l'économie florissante des « Trente glorieuses » s'est nourrie du dernier conflit en date (1939-1945) et d'un conflit en cours (1946-1989) ; d'autre part, l'économie capitaliste ne s'est encore jamais rétablie d'une crise globale systémique (1873 et 1929) sans guerre continentale ou mondiale. Dès lors que l'on considère ses nombreux bénéfices secondaires, tels que nous les avons stipulés en terme de stabilisation et de

contrôle sociétaux, on voit mal comment – et pourquoi – nos gouvernements pourraient ne fût-ce que prétendre y renoncer...

« Si tu n'espères pas l'inespéré, tu ne le trouveras pas. » (Héraclite, Fragment 18)

Michel Weber, philosophe, auteur, e.g., de *L'Épreuve de la philosophie. Essai sur les fondements de la praxis philosophique* (Éditions Chromatika, 2008).

L'antiproductivisme comme condition de la paix

(ndlr) Ce texte reprend, en version raccourcie, une contribution parue aux éditions Parangon, *L'antiproductivisme* (2013).

« La technique produit la guerre, par le simple fait qu'elle donne les moyens matériels de la faire et de la gagner. »
Anne Deneys-Tunney.¹

À droite comme à gauche, on s'accommode de la guerre

La célèbre formule *Si vis pacem, para bellum* a étonnamment eu pour effet... des siècles de conflits ! Les Romains l'inventèrent et les Modernes la reprirent à leur compte, car dans un contexte désormais nationaliste, il fallait préventivement intimider ses ennemis potentiels pour se prémunir de leur possible agression, dans une savante recherche d'équilibre que chacun essayait en même temps de rompre en sa faveur. L'Occident de la seconde moitié du XX^{ème} siècle a généré des concepts qui font maintenant partie de l'histoire : l'équilibre de la terreur, la course aux armements, la dissuasion, la destruction mutuelle garantie, la détente, la guerre froide ; tout cela nous a (aurait ?) évité un troisième conflit mondial et

paradoxalement une apocalypse nucléaire (bien qu'il s'en est fallu de peu lors de la crise des missiles à Cuba, en 1962). Le bon sens populaire s'est emparé de la formule magique pour intégrer dans son logiciel mental la nécessité de se (sur)armer afin de rester à l'abri des conflits, condition pour faire prospérer l'économie de marché dans le bloc capitaliste jouissant de la « paix nucléaire ». La Communauté économique européenne (CEE) avait exclu le recours à la guerre entre ses membres, tout en persévérant dans le principe *si vis pacem, para bellum*, mais cette fois vis-à-vis de l'extérieur. La dissuasion n'a pas empêché les guerres conventionnelles pendant les Trente Glorieuses : Indochine, Corée, Vietnam, Algérie, massacres au Congo, répression à Madagascar, etc. Les accords de limitation des armements SALT I (1972) et SALT II (1979) n'ont pas réussi à ralentir le rythme de la course nucléaire. La politique de la détente est-ouest, engagée au lendemain de la crise de Cuba, connut son apogée en 1975 avec la signature à Helsinki de l'acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Si Jimmy Carter avait manifesté son intention de mettre un terme à la course aux armements, son successeur Ronald Reagan allait prendre la direction opposée en lançant l'« initiative de défense stratégique » (IDS) ou « guerre des étoiles » au début des années 1980. En 1987, en URSS, Mikhaïl Gorbatchev adressait un message à l'Occident en faveur d'une société « post-clausewitzienne », basée, non plus sur la guerre et la dissuasion, mais sur la coopération. Son appel permit certainement de signer en 1991 les accords START sur les armes nucléaires stratégiques, qui réduisait leur nombre d'environ 35%.

Que s'est-il passé depuis lors ? Les sources semblent se contredire. Selon une étude de l'Université de Colombie-Britannique de 2005, les Nations unies annonçaient une situation internationale en net progrès, avec une baisse des conflits armés de 40% depuis la fin de la guerre froide.² Pour d'autres³, le nombre des conflits inter-étatiques pendant la même période aurait été de cinquante-sept sur quarante-cinq territoires distincts. Quoiqu'il en soit, le monde a au moins connu une trentaine d'affrontements intra-étatiques de basse intensité entre 1990 et 2001 (Kurdistan, Arménie, Liban, Soudan, Mozambique, Libéria, Bosnie, Colombie, Algérie, etc.), dont les civils furent les principales victimes. Ensuite, le terrorisme a repris du service à une nouvelle échelle, confirmant l'intuition de Jacques Ellul

selon laquelle toute technique finit par devenir une arme : d'« innocents » avions de ligne ont ainsi été utilisés pour détruire les tours du *World Trade Centre*. Cet acte terroriste a engendré sa propre réponse et un nouveau concept, la *guerre au terrorisme*, lancée par George W. Bush suivi par ses partenaires stratégiques et les institutions multilatérales, avec pour résultat une remilitarisation générale. Ensuite, il y a fort à parier que les guerres intra et inter-étatiques pour les ultimes ressources fossiles, dans un contexte de concurrence économique exacerbée, vont se multiplier dans le courant du siècle. Les armées de l'Allemagne et des États-Unis, entre autres, se tiennent prêtes pour faire face au pic du pétrole. La période de détente relative ouverte en 1989 va se refermer.

Jadis, le productivisme de gauche avait aussi sa propre téléologie guerrière, quand Mao Zedong affirmait dans son *Petit livre rouge* qu'il n'était possible de transformer le monde (vers la société sans classe) qu'avec des fusils. Dans la France des années 1970, une fraction de la gauche (le PCF, Charles Hernu, Jean-Pierre Chevènement) était favorable au déploiement de la force de frappe de la nation et s'opposait aux autres groupements antinucléaires et pacifistes rassemblés dans le Comité pour le désarmement nucléaire en Europe (Codene). On peut encore citer le Mouvement pour une alternative non violente (MAN) d'inspiration chrétienne, la grève de la faim menée par Louis Lecoin en 1963 pour faire reconnaître l'objection de conscience et la longue lutte, exemplaire et victorieuse, du plateau du Larzac (1971-1981). Même si le socialiste François Mitterrand abandonna, comme il l'avait promis, l'extension du camp militaire, la suite de ses mandats n'a pas témoigné de son intention d'œuvrer réellement pour la paix : sabotage du *Rainbow Warrior*, participation à la première guerre du golfe, poursuite du programme nucléaire. En Belgique, en 1984, la base aérienne militaire de Florennes fut retenue pour l'implantation d'un des sites de missiles de croisière de l'*US Air Force*, destinée à rééquilibrer les forces en présence, après que l'URSS ait déployé le long de ses frontières des missiles SS-20 d'une portée de 5.000 km pouvant atteindre n'importe quel point de l'Europe occidentale. Cette désignation par le gouvernement enclencha rapidement plusieurs manifestations pacifistes autour de la base. L'un d'elles rassembla 16.000 personnes, qui formèrent une chaîne humaine autour de

l'aérodrome militaire. Après moult rebondissements, ce ne fut pas en vain : en 1988, les missiles quittaient Florennes.

Et vint la bombe...

S'armer avec du matériel conventionnel posait déjà un problème moral, mais pas un problème philosophique de risque de non-retour. Par contre, l'invention de la bombe atomique a changé la donne, ce qu'avaient bien saisi, chacun à sa manière, deux philosophes, le Britannique Bertrand Russell (1872-1970) et l'Allemand Günther Anders (1902-1992) dès les années 1950. Le premier avait démystifié la doctrine de la dissuasion en démontrant rationnellement son caractère aberrant.⁴ Il avait par ailleurs été le premier président de la *Campaign for Nuclear Disarmament* (CND), un mouvement pacifiste fondé en 1958 après l'explosion, l'année précédente, de la première bombe thermonucléaire britannique. Chez le second, c'est le crime absolu de Hiroshima qui avait provoqué la prise de conscience de la catastrophe en cours. L'épée de Damoclès nucléaire rendait désormais caduques toutes nos catégories philosophiques - à commencer par le Progrès - car, pour la première fois, une arme était capable de rayer l'humanité de la surface de la Terre et d'abolir la notion même d'*avenir*. Si l'homme peine à en prendre conscience, écrit Anders, c'est à cause du « décalage prométhéen », cette « *a-synchronicité* chaque jour croissante *entre l'homme et le monde qu'il produit*. »⁵ Dompter la démesure est devenu un travail moral : « [...] *la seule tâche morale décisive* aujourd'hui, dans la mesure où tout n'est pas encore perdu, consiste à *éduquer l'imagination morale*, c'est-à-dire à essayer de surmonter le "décalage", à ajuster la capacité et l'élasticité de notre imagination et de nos sentiments à la disproportion de nos propres produits et au caractère imprévisible des catastrophes que nous pouvons provoquer, bref à mettre nos représentations et nos sentiments au pas de nos activités. »⁶ Maniant la contradiction, il répétait que « nous ne sommes apocalypticiens que pour avoir tort ». ⁷ Autrement dit, le futurible catastrophique peut ne pas advenir à certaines conditions, dont celle de le prendre au sérieux, et même comme un destin inéluctable. Chez l'être humain, raison, imagination et sentiments - dont l'angoisse - sont appelés à s'interconnecter pour « rattraper la démesure » et « ne plus être en retard sur lui-même ». Le monde scientifique n'était

pas en reste. Niels Bohr (1885-1962), un des concepteurs de la première bombe A, avait aussi mis en garde contre la nouveauté radicale de l'arme, qui aurait « exigé de l'humanité de transcender son habitude ancestrale de faire la guerre ». ⁸ Or, c'est le contraire qui s'est passé (cf. supra).

Le miroir aux alouettes d'une paix sous le règne de l'oligarchie

Prix Nobel de la paix, mon amour ?

Parmi les prix Nobel, celui de la paix aura suscité à quelques reprises des cris d'indignation. Rappelons-en quelques sulfureux récipiendaires : Henry Kissinger (1973), certes « père » de la détente, mais aussi personnage controversé de la diplomatie américaine des années 1970 pour son rôle dans la guerre du Vietnam ; Andreï Sakharov (1975), le concepteur de la bombe H soviétique, qui s'amenda à l'âge de trente-neuf ans et suscita ainsi la sympathie de l'Occident ; Menahem Begin (1978), responsable du massacre de Deir Yassin en avril 1948 ; Aung San Suu Kyi (1991) et Liu Xiaobo (2010), dont la haine légitime pour les dictatures respectives de leur pays les jette dans les bras de l'impérialisme occidental ; Barack Obama (2009), qui, dans le courant de son second mandat, n'a pas encore fermé la prison de Guantanamo, contrairement à sa lointaine promesse électorale, a maintenu ses troupes en Afghanistan et fait assassiner, en toute illégalité, Ben Laden (?) ou un sosie de circonstance. Dans son cas, on tombe dans la novlangue orwellienne : la paix, c'est la guerre. Est-il besoin de préciser qu'un pacifiste sérieux ignorera le prix Nobel (libéral) de la paix (libérale) ?

Le progrès technoscientifique, vecteur de paix ?

Dans le sillage de Bacon, Descartes, Condorcet et Saint-Simon, la vulgate progressiste postule depuis trois siècles une correspondance nécessaire entre d'une part l'essor des sciences et des techniques, et d'autre part l'amélioration constante des conditions sociales (dont la paix). C'est cet imaginaire collectif et l'idée de neutralité (sic) de la science et des techniques, de leur « bon » ou de leur « mauvais » usage laissé à la libre appréciation de l'homme, qu'il convient de battre en brèche dans l'esprit de nos concitoyens : « Une technique porte en elle-même un usage, on peut certes casser des noix avec un fusil, mais l'existence de cette

arme ouvre la possibilité du meurtre à longue distance. » ⁹ L'impact des violences est toujours démultiplié par la puissance technique. Un psychopathe aux mains nues sera toujours moins destructeur qu'un psychopathe armé d'un fusil automatique. Avec un couteau, on peut beurrer sa tartine ou tuer son voisin, entend-t-on dire en guise de fausse sagesse des nations ; alors quels seraient les différents usages, positifs et négatifs, d'une bombe atomique ? Une des erreurs philosophiques de la gauche se situe précisément là : croire qu'il suffirait que l'arsenal technologique change de mains pour que tout rentre dans l'ordre (technique), ne voulant pas voir que le système technique, bien qu'engendré par l'humanité, finit rapidement par suivre sa logique propre, détourne le symbolique, déstabilise la nature humaine dans toutes ses dimensions et impose sa propre temporalité, la *technochronie*, de plus en plus incompatible avec l'exercice de la politique. Les marxistes feraient bien de déposer de temps en temps les écrits de leurs oncles Karl et Friedrich pour parcourir ceux d'Ivan Illich, de Jacques Ellul ¹⁰, et aujourd'hui de Gilbert Hottois, Jean-Pierre Dupuy, Olivier Rey et Daniel Cérézuelle. ¹¹ Un pacifisme antiproductiviste de gauche ne peut pas faire l'impasse sur une critique radicale de l'industrialisme ¹² et de son corollaire, le prométhéisme. « En fait, depuis la révolution industrielle, la technologie n'a cessé de créer de nouveaux problèmes pour la société, beaucoup plus rapidement qu'elle n'a résolu les anciens », résume Theodore Kaczynski. ¹³

Le développement, condition de la paix ?

Dans leur communication, comme un *leitmotiv*, les Nations unies associent systématiquement la paix et le développement. Dans sa résolution A/53/25, la culture de la paix est définie entre autres par « le respect et la promotion du droit au développement », « la possibilité de participer pleinement au processus de développement », ou encore « la promotion d'un développement économique et social durable ». ¹⁴ Une gauche antiproductiviste doit démontrer philosophiquement que nulle paix durable n'est envisageable dans la visée du développement - au sens historique du terme -, puisque celui-ci suppose la compétition inter-étatique pour les ressources restantes. Au XXI^{ème} siècle, le développement et la solidarité internationale sont devenus définitivement antinomiques. Seule la décroissance de la production et de la consommation, plus globalement celle de l'empreinte

écologique mondiale, est compatible avec celle-ci ; le juste partage des revenus du travail et de la nature en est la condition.

Ébauche de programme pacifiste pour une gauche antiproductiviste

Refus de toutes les guerres, sauf une ?

Le modèle prédominant de la guerre au XX^{ème} siècle était celui de la lutte idéologique. Celui au XXI^{ème} siècle sera la guerre pour les dernières ressources naturelles indispensables pour maintenir la technostrucure en l'état.¹⁵ C'est ce type de guerre économique que nous devons affronter en priorité en prônant la sobriété et l'équité énergétiques, comme l'avait bien vu Illich¹⁶, ainsi que l'anti-extractivisme, en nous inspirant du projet Yasuni-ITT en Équateur : laisser les matières fossiles et minérales dans le sol pour ne pas aggraver les dérèglements climatiques, tout en posant un geste symbolique fort. Cependant, ne perdons pas non plus de vue toutes les « micro-guerres » civiles, engendrées par le capitalisme, qui entretiennent le terreau idéologique de la guerre militaire : la guerre économique et technoscientifique (avec celle des brevets), la guerre sportive, la guerre sociale de tous contre tous, prophétie auto-réalisatrice de l'idéologie sécuritaire.

Une option pacifiste et antiproductiviste de gauche ne devrait néanmoins pas se détourner de la lutte des classes, dans des formes renouvelées. Pour les riches, il ne fait aucun doute qu'elle existe toujours et qu'ils sont même en train de la gagner, selon les déclarations, aussi sincères que provocantes, du milliardaire Warren Buffett. Mais les classes moyennes, obnubilées par la course à la distinction et par l'hédonisme consumériste, ont la fâcheuse tendance à l'ignorer, quand elles ne la nient pas purement et simplement. Dans la revue *Entropia*, le philosophe Bertrand Méheust terminait son article par une exhortation qui sonne comme un défi dans les milieux anti-systémiques généralement adeptes de la non-violence : il nous faut *réinventer la guerre*.¹⁷ Par là, il entend opposer à la violence de la mégamachine une contre-violence légitime, dont les modalités sont à repenser. Car la résistance passive et la non-collaboration sont des méthodes, jadis éprouvées, qui risquent bien de se montrer aujourd'hui dramatiquement inopérantes face à la gravité et à l'urgence d'une situation inédite dans l'histoire de l'humanité. Pourtant, ne perdons

pas de vue non plus les résultats d'une étude américaine selon laquelle les révoltes pacifiques ont deux fois plus de chances de réussir que les soulèvements violents, réduisent le risque de guerre civile et sont plus propices à l'installation d'un régime démocratique.¹⁸

Réaffectation des dépenses militaires

L'antiproductivisme impliquant une décroissance du produit intérieur brut, des dépenses militaires infinies ne seraient tout simplement plus envisageables, déjà pour cette raison technique : beaucoup moins de capital et de matières premières disponibles.¹⁹ Mais les motivations politiques seraient prépondérantes. Les richesses, désormais produites dans les limites écologiques, seraient ainsi affectées à de nouvelles priorités : la réduction des inégalités de revenus, au nord comme au sud ; des programmes d'économies d'énergie ; la réduction du temps de travail, si pas le revenu inconditionnel d'existence ; la protection des écosystèmes. La remarque que fit René Dumont, il y a bientôt un quart de siècle, est toujours d'actualité, du moins dans l'esprit : « Il en coûterait donc cinq fois moins pour protéger la planète que pour continuer à préparer sa destruction. »²⁰

Pour un antiprovidentialisme égalitaire

La recherche de la paix, dans une perspective antiproductiviste de gauche, renoncera à tout providentialisme, qu'il soit religieux (Dieu) ou laïcisé (la main invisible du marché chez les libéraux, les ruses de l'Histoire chez les marxistes, ou encore la Science, la Technique, le génie humain). Cette fois, de toute évidence, les guerres pour le pétrole, le gaz, le charbon, les minerais et l'eau n'ont aucune chance d'être « régulées » par le marché, ni de nous amener dialectiquement à la paix. Nous atteignons les limites, ce qui entraîne celles du marché et de la dialectique mêmes ! Rechercher la paix, c'est d'abord conserver le lien social pour le reconstruire sur d'autres bases que les rapports strictement marchands imposés par le libéralisme. Un pacifisme antiproductiviste de gauche luttera pour la plus grande égalité possible des conditions socio-économiques. Il luttera pour la réintroduction, suivant la recommandation de Rousseau, de la morale dans les rapports sociaux (d'où elle avait été chassée par la doctrine libérale) et politiques (d'où elle avait été chassée par la doctrine marxiste). Enfin, il imaginera un nouveau grand récit différent de celui de la ploutocratie, un récit cette fois post-prométhéen qui renouvelle notre rapport à la nature.

Conclusion

La paix, tout comme la liberté et l'égalité, sont des objets philosophiques qui ne se laissent pas cerner facilement. Est-il seulement possible d'échapper à la dichotomie paix/lutte quand on milite pour un monde meilleur ? Le terme « militer » n'a-t-il pas lui-même une connotation agonistique ? Comment, d'une part, refuser la prétendue fatalité du matérialisme dialectique - le bien issu du mal -, qui nous emprisonne dans de faux espoirs, et d'autre part se faire à l'idée, avec Bertrand Méheust, qu'il faille déclarer la guerre à la mégamachine ? Comme le développement durable, la paix durable est-elle un oxymore ?

Bernard Legros, membre-fondateur du Mouvement politique des objecteurs de croissance (Belgique). Dernier ouvrage en date : *La pertinence de l'escargot. En route vers la décroissance !* (avec Jean Cornil, éditions Sang de la Terre, 2013), blegros@no-log.org

NOTES

1. Anne Deneys-Tunney, *Une autre Jean-Jacques Rousseau. Le paradoxe de la technique*, PUF, 2010, p. 48.
2. http://forum.aufeminin.com/forum/loisirs7/_f138274_loisirs7-Baisse-du-nombre-et-des-morts-des-conflits-armes-dans-le-monde.html
3. François Chesnais, *La finance mondialisée. Racines sociales et politiques, configuration, conséquences*, La Découverte, 2004.
4. Cf. Bertrand Russell, *Ma conception du monde*, Gallimard, 1962, pp. 157-170.
5. Günther Anders, *L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, L'Encyclopédie des nuisances, 2002 (première édition en 1956), p. 31.
6. *Ibidem*, p. 304.
7. Günther Anders, *Le temps de la fin*, L'Herne, 2007, p. 30.
8. Cité in Maurice Bertrand, *La stratégie suicidaire de l'Occident*, Bruylant, 1993, p. 75.
9. *Livres de papier, journal des réfractaires à l'ordre numérique*, mars 2010.

10. Mais ils avaient une tare réhivatoire aux yeux des plus dogmatiques : ils étaient croyants !
11. Cf. Jean-Pierre Dupuy, *Retour de Tchernobyl. Journal d'un homme en colère*, Seuil, 2006 ; Olivier Rey, *Itinéraire de l'égaré. Du rôle de la science dans l'absurdité contemporaine*, Seuil, 2003 ; Daniel Cérézuelle, *La Technique et la chair. Essai de philosophie de la technique*, Parangon, 2012.
12. « L'industrialisme a créé une nouvelle nécessité de coopération universelle et une nouvelle facilité de se nuire mutuellement par des actes hostiles », in Bertrand Russell, *Essais sceptiques*, Les belles lettres, 2011, p. 151. Voir également Jean-Marc Luquet (dir.), *Sortir de l'industrialisme*, Le Pédalo ivre, 2011.
13. Theodore Kaczynski, *Le manifeste de 1971 et L'avenir de la société industrielle*, Climats, 2009, p. 177 (paragraphe 170).
14. A/RES/53/243, AG, 53^{ème} session du 6 octobre 1999.
15. Modèle dont la première guerre du golfe a donné un avant-goût. Bien sûr, il est facile de rétorquer que toutes les guerres depuis les débuts de la civilisation ont été menées pour agrandir son territoire et/ou mettre la main sur de nouvelles ressources. N'empêche que les mobiles idéologiques jouaient un rôle important au siècle dernier, comme le montre l'exemple du Vietnam.
16. Cf. Ivan Illich, *Energie et équité*, Seuil, 1975.
17. Bertrand Méheust, « La catastrophe les yeux ouverts » in *Entropia* n° 9, automne 2010, pp. 121-133.
18. *Actualité de la recherche*, « Peut-on ralentir le temps ? », n° 239, juillet 2012.
19. Rappelons qu'en France la politique de la dissuasion coûte annuellement au contribuable la somme de 3,5 milliards €, pour entretenir deux escadrons de Rafales et de Mirages, ainsi que quatre sous-marins nucléaires d'une puissance de feu de mille Hiroshima chacun. In *Le canard enchaîné*, 18 juillet 2012, p. 5.
20. René Dumont, *Un monde intolérable. Le libéralisme en question*, Seuil, 1988, p. 262.